

communiqué de presse

LE SECTEUR INTERNATIONAL A GENEVE

A Genève, 18 500 personnes étaient occupées en 1975-76 dans le secteur international. Les 13 organisations internationales gouvernementales employaient 13 200 personnes dont 5 600 au CERN et 7 400 dans les 8 organisations du système des Nations Unies ; 107 organisations non gouvernementales recouraient aux services de 3 200 personnes et les 104 missions permanentes établies à Genève comptaient 2 100 personnes.

Parmi les employés des organisations gouvernementales, 65,8 % résidaient à Genève, 30,2 % en France et 4,0 % dans le canton de Vaud. Les hommes étaient deux fois plus nombreux que les femmes (67,2 % des emplois contre 32,8 %). La proportion de frontaliers (8,8 %) dans les organisations non gouvernementales était particulièrement faible ; les femmes représentaient 51,9 % des effectifs employés par ces organisations.

Avec Bruxelles, Genève est le premier centre international du monde selon le nombre de fonctionnaires internationaux ; en regroupant les sièges de 6 des 17 institutions spécialisées des Nations Unies en plus de l'Office des Nations Unies, Genève est également le premier centre mondial du système des Nations Unies en fonction des effectifs employés. Après Paris, Bruxelles et Londres, Genève occupe le quatrième rang mondial en fonction du nombre de sièges d'organisations internationales gouvernementales ou non gouvernementales. Enfin, après Paris et Londres, Genève est le troisième centre au monde par le nombre de conférences internationales qui s'y tiennent.

Ces informations sont tirées de la nouvelle étude ¹⁾ du service cantonal de statistique "Le secteur international à Genève" (132 pages, 72 tableaux, 19 graphiques et 3 cartes) qui porte principalement sur les emplois dans les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales en 1975-76. Synthétisant la documentation publique actuellement disponible et la prolongeant sur de nombreux points, recourant à l'analyse historique, statistique et économique, cette étude met notamment en évidence le rôle joué par les organisations internationales dans le développement économique du canton.

Après avoir défini les différentes composantes du secteur international et le tertiaire international (chapitre I), l'histoire du secteur international à Genève est retracée en s'attachant à identifier les relations entre le développement des activités internationales et l'environnement économique régional (chapitre II). Cette évocation historique s'ouvre en 1863, date de la création du futur CICR. Elle se poursuit par l'établissement de la Société des Nations et du BIT à Genève, en 1920, qui eurent une influence locale positive dans le marasme économique de l'entre-deux-guerres et qui orientèrent de façon décisive le développement économique du canton à long terme. La croissance intensive des organisations internationales dans l'après-guerre où les effectifs de fonctionnaires internationaux furent multipliés par 8 entre 1950 et 1977 fait l'objet d'une analyse fine qui porte sur la création, les buts, les activités et le développement de chacune des 13 organisations internationales gouvernementales et des 9 principales organisations internationales non gouvernementales et sur les principales conférences internationales tenues à Genève. Signalons, par exemple, que les 4 principales organisations internationales gouvernementales établies à Genève réunirent environ 40 000 délégués en 1975. L'historique se termine par une série

1) Le secteur international à Genève. Collection "Etudes", No 3, en vente au service cantonal de statistique ; prix : F 5,--.



de comparaisons internationales qui soulignent le rôle de la Suisse et de Genève, en particulier, dans les relations internationales multilatérales.

La définition des variables et unités statistiques (chapitre III) précède la présentation et les commentaires des nombreux tableaux statistiques publiés sur la période récente. Les effectifs employés, la structure par origine et sexe, la localisation des emplois et les lieux de résidence des personnes occupées sont analysés tant pour les organisations internationales gouvernementales (chapitre IV), les organisations internationales non gouvernementales (chapitre V) que pour l'ensemble du secteur international (chapitre VI). Les zones d'implantation et la concentration géographique des organisations internationales sont décrites. En outre, des comparaisons détaillées sont effectuées sur les caractéristiques des emplois dans les organisations internationales gouvernementales en 1964 et 1976.

L'étude se termine par une analyse inédite de la dynamique et des relations d'entraînement du secteur international dans l'économie régionale. Le rôle moteur du tertiaire international au sein duquel les organisations internationales occupent une place déterminante est mis en évidence en s'appuyant sur de nombreuses informations chiffrées. En plus de ces relations d'entraînement portant sur l'ensemble de l'économie genevoise, les liens entre le secteur international et certaines activités complémentaires ou induites sont examinés de façon plus détaillée : aéroport, hôtellerie et télécommunications. Il convient de signaler que cette analyse permet de constater également l'évolution anticyclique du secteur international et des activités connexes qui a fortement amorti les conséquences régionales de la récession économique. En conclusion, quelques perspectives d'évolution du secteur international sont esquissées sur la base de l'évolution récente marquée par la décentralisation de l'implantation des organisations internationales, la concurrence d'autres villes et la hausse du franc suisse. Cependant, Genève dispose d'atouts non négligeables qui sont rappelés (chapitre VII).

Enfin, il peut être intéressant de signaler que le service cantonal de statistique réalise, au moment de la parution de cette étude, une nouvelle enquête auprès des 14 organisations internationales gouvernementales et des 9 principales organisations internationales non gouvernementales. Celle-ci permettra de disposer d'informations récentes et complémentaires sur les emplois, les dépenses effectuées en Suisse et à Genève ainsi que sur les réunions internationales convoquées ou accueillies à Genève par ces organisations.